

## « On est prêts »

J.M. Blanquer, *recueil de blagues 2020*, ed. du foutage de gueule

Les mobilisations antiracistes qui avaient émergé aux quatre coins de la planète suite à l'assassinat de George Floyd se sont poursuivies cet été. Ces manifestations ont souvent dû faire face à la répression. Elles ont même été endeuillées par l'assassinat de deux manifestants par un suprématisse blanc qui a tiré dans la foule à Kenosha. Ce militant d'extrême-droite était venu soutenir la police, qui l'a laissé repartir chez lui après la fusillade. En France, c'est le magazine d'extrême-droite *Valeurs actuelles* qui, par son récit raciste représentant Danièle Obono en esclave et l'utilisation du terme d' "ensauvagement", a rappelé à quel point le combat contre le racisme est un sujet brûlant. La FSU a appelé à un rassemblement de solidarité lancé par la Fondation Frantz Fanon qui a réuni plusieurs centaines de personnes samedi 5 septembre au Trocadéro à Paris en soutien à Danièle Obono et pour lutter contre le racisme. La condamnation unanime des partis politiques ne doit pas faire oublier que Macron et son gouvernement veulent utiliser le contexte du procès des attentats de Charlie Hebdo pour alimenter les discours islamophobes et mettre en place la loi sur le "séparatisme". L'équipe au pouvoir fait le pari d'attirer à lui l'électorat d'extrême-droite, seule solution qu'elle entrevoit pour rester au pouvoir après 2022. Le discours autoritaire du gouvernement conduit à privilégier les enjeux sécuritaires au détriment des droits individuels reléguant par la même occasion les questions d'inégalités et d'injustice sociales au second plan. L'équation est la suivante : à défaut de pouvoir faire baisser la délinquance, le renforcement de l'autorité conduit à plus de contrôle et donc à plus de surveillance et de violence. La terminologie utilisée rejette une partie de la société, présentée comme « sauvage ». Alors qu'il faudrait restaurer le lien social, l'approche retenue crée et oppose des « parties » de la société.

Pourtant, à l'annonce du confinement, E. Macron avait déclaré que les conséquences de la pandémie allaient être compensées, « quoiqu'il en coûte ». Ce discours aux accents généreux prend un tout autre sens à l'heure où les milliards débloqués à l'échelle nationale et européenne sont avant tout à destination des grandes entreprises, sans contreparties en termes d'emploi (bien au contraire, les plans de licenciement fleurissent) et sans aucune réflexion sur la nécessaire transition écologique de l'économie. Le gouvernement est imperméable aux demandes de la rue. La contestation de la réforme des retraites a été stoppée par la crise sanitaire qui a du même coup gelé cette réforme. Mais le pouvoir affirme toujours ne pas y avoir renoncé.

De plus, les milliards annoncés dans les plans de relance successifs, le sont sans augmentation d'impôts, surtout pas pour les plus riches. Aussi, ce sont encore les restrictions de dépenses publiques qui devront éponger les dettes. Alors même que nous n'avons jamais eu autant besoin de services publics et plus largement des services de première nécessité. Ce sont bien les « premiers de corvée » et pas les « premiers de cordée » qui ont permis de subvenir aux besoins de tou·tes et de soigner les malades. Pourtant, à l'heure où l'on nous répète à l'envi qu'il va falloir « vivre avec le virus », les contraintes continuent de reposer sur celles et ceux d'en-bas. L'épidémie repart et le pouvoir gouverne comme un poulet sans tête, imposant le port du masque en extérieur tout en étant incapable d'obtenir du patronat les conditions sanitaires acceptables de la reprise du travail. Au contraire, il a tenté de sanctionner A. Smith, inspecteur du travail voulant les faire respecter. Si le COVID n'est mortel que pour les plus fragiles et les plus âgé·es, il n'est pas moins une maladie incapacitante pour une bonne partie (10 %) des personnes sans aucune comorbidité, y compris les plus jeunes. Aussi le gouvernement, en déléguant aux préfe·tes les décisions de protection de populations, abdique tout cadrage national de sa politique sanitaire et ouvre la voie à la propagation du virus.

Dans l'Éducation, c'est la même rengaine, le protocole sanitaire de cette rentrée renvoie toute la responsabilité des mesures prises aux hiérarchies locales (du chef d'établissement aux Rectorats en

passant par les IA-DASEN). La seule mesure contraignante restant le port du masque, les autres mesures (nettoyage – désinfection, non brassage des élèves, organisation des repas...) étant mises en oeuvre ou non, au choix (ou à la possibilité) des établissements. Aussi nous constatons que la reprise scolaire est aussi celle de la reprise de l'épidémie. Les établissements sont touchés par de plus en plus de cas, mais les réponses sont tout aussi diverses que locales, manquent de transparence, semant confusion, angoisse, voire panique.

Mais notre ministre est le roi des « réalités alternatives » chères à Donald Trump : selon lui, les établissements étaient prêts, les masques seraient des « fournitures comme les autres » (refusant leur gratuité), et le masque obligatoire pour toutes et tous en collèges et lycées est devenu l'alpha et l'omega de la protection sanitaire... Une rentrée "normale", en somme. Alors qu'il en est tout autre, le lavage régulier des mains n'est pas possible dans trop d'endroits, le non-brassage des élèves et la distanciation impossibles par le bâti des établissements et en raison du manque de moyens humains, la désinfection quotidienne des locaux trop difficile à la suite des nombreuses suppressions d'emplois territoriaux (les agent-es ne pouvant déjà pas en temps normal nettoyer l'ensemble des locaux chaque jour).

Pour Blanquer les élèves ont bien vécu le confinement, ont tout bien appris à domicile et le retour en classe a été une promenade de santé... Pourtant, les trois-quarts ou presque des enseignant-es reconnaissent avoir eu des difficultés pour suivre la réalité du travail des élèves à domicile et presque autant de personnels de direction reconnaissent les mêmes difficultés<sup>1</sup>. Pédagogiquement rien n'est prévu : pas de recrutements pour rattraper le retard pris pendant le confinement et réduire les effectifs, pas d'allègements de programmes ; ou plutôt si : Blanquer prévoit des heures supplémentaires pour les enseignant-es et les élèves (avec le dispositif "devoirs faits" dans les collèges) et des évaluations nationales, obligatoires en CP, CE1, 6e et 2nde, et fortement conseillées aux autres niveaux. Ces évaluations chronophages, stressantes et inutiles viennent encore détourner les élèves de leurs apprentissages et déqualifier les enseignant-es. Nous vivons dans notre secteur une véritable catastrophe industrielle, des élèves ont tout bonnement été laissés-es de côté pendant 6 mois. Des apprentissages essentiels n'ont pas eu lieu. Le ministre n'apporte aucune réponse à ce problème, il dégrade encore les conditions de travail et d'étude, alourdit la charge de travail. L'inquiétude monte chez nos collègues face aux injonctions à la prise en charge des élèves à la fois en présentiel et à distance. Ce sont ces conditions de travail qui doivent être au coeur de l'action du SNES-FSU.

L'activité enseignante s'est profondément transformée et dégradée pendant cette période de confinement, ce dont le ministre profite pour accélérer ses réformes, dont :

- **externalisation des missions de l'école** : la crise sanitaire a fait émerger de nouveaux dispositifs (2S2C sur le temps scolaire, "vacances apprenantes"... ) qui tendent à diluer les différents temps scolaire et péri/extrascolaire et à rebattre les cartes du partenariat entre l'Education nationale et les communes.
- **standardisation et privatisation de pans entiers de l'enseignement** : les Etats-Généraux du numérique annoncés par Blanquer pour novembre ne constituent pas un cadre démocratique dans lequel une réflexion sérieuse sera menée sur le numérique à l'école, mais un espace de déploiement supplémentaire de la propagande ministérielle et de publicité pour les GAFAM. On sait déjà que les conclusions qui seront tirées iront à rebours des revendications du SNES-FSU en la matière. Il popularisera ses propositions dans les salles des professeur-es et dans les médias avant ces Etats-Généraux. Il incitera les collègues à investir le prétendu "espace collaboratif"

ministériel pour en faire une tribune pour nos revendications. Le SNES-FSU recensera ces contributions et en fera une synthèse qu'il présentera lors des Etats-Généraux, pour mieux donner à voir le fossé entre ce que les enseignant-es demandent, et ce que le ministère impose.

- **mise sous contrôle et précarisation des enseignant-es** : la réforme de la formation des enseignant-es voulue par Blanquer est en marche forcée. Après avoir imposé un concours plus professionnel (et surtout moins disciplinaire, car être capable de restituer des savoirs professionnels normés, attendus dans le cadre d'un concours, ce n'est pas devenir un-e professionnel-le) et l'avoir repoussé à la fin du master, Blanquer s'est attaqué au master MEEF lui-même en créant le statut d'étudiant-es-contractuel-les, qui consiste en une entrée dans le métier par "le faire" (c'est le terrain qui formerait) et la précarité. Cette formation sur le tas justifie qu'ensuite, les stagiaires soient placés à plein temps en responsabilité de classe, puisqu'ils et elles seront déjà formés selon lui. Dernière attaque contre nos métiers : il a imposé, contre l'avis unanime des organisations syndicales, un oral de fin de stage aux lauréat-es qui viennent d'être nommés stagiaires, au prétexte que les oraux de certains concours n'ont pas pu avoir lieu. Cet oral ne sert à rien, sinon à exercer une pression supplémentaire sur les stagiaires, et à renforcer le poids de l'employeur dans le recrutement et la formation des enseignant-es, pour mieux les mettre sous contrôle et imposer les pratiques promues par l'institution. Il redouble la soutenance du mémoire et l'oral devant le jury de titularisation. Les membres de ce jury étant choisis parmi des représentant-es de l'employeur, ils et elles ne dédiront jamais les avis de leurs pair-es : aucune chance donc que cet oral ne vienne réparer une injustice, ou au contraire repérer des difficultés qui n'auraient pas été bien perçues.

Aussi il appartient au SNES-FSU en cette rentrée de mettre en lumière toutes les situations sanitaires critiques, tous les manquements pédagogiques directement liés au refus de recrutement de personnels. Il nous faut aussi refuser les évaluations nationales imposées inutiles dès lors qu'on considère les enseignant-es capables de faire des évaluations diagnostiques, d'adapter leur cours et de remédier aux besoins des élèves. La question des programmes doit également devenir centrale dans notre communication afin de ne pas tomber dans le piège médiatique des problèmes sanitaires, seul objet d'intérêt des médias et du Ministère. L'école c'est aussi de la sociologie, de la psychologie, de l'éducation, des contenus, des pratiques (renouvelées et bousculées par les nouvelles conditions de travail). Cela doit à nouveau être au cœur de nos préoccupations (enseignant-es, CPE, Psy-EN...), d'autant plus si enseigner avec masques, gel et distance devient la nouvelle "norme" dans les mois voire années qui viennent. Les questions de conditions de travail et de rémunération aussi.

Au collège, les effectifs sont extrêmement chargés (y compris dans le 93 en éducation prioritaire), des classes sont sans enseignant-es, qui manquent par grappes entières dans certains cas. L'urgence est pourtant "à la remise à niveau" qui ne doit pas se limiter aux "fondamentaux" : les élèves ont besoin de travailler sur des savoirs complexes qui leur ont été plus difficilement accessibles pendant le confinement, ainsi que sur l'ensemble des disciplines, ce qui implique d'avoir des précisions sur les cours d'éducation musicale, d'EPS, de langues avec le masque. Les enseignant-es doivent d'ailleurs pouvoir bénéficier de masques transparents protecteurs au plus vite, notamment pour le travail de phonologie avec les débutant-es, mais pas uniquement.

Comme au collège, la rentrée au lycée se fait sans moyens complémentaires, sans aménagements de programmes et sans allègements des effectifs de classes. Dans ces conditions, Blanquer veut quand même faire croire qu'il sera possible à la fois de "réparer" les effets du confinement sur des élèves qui ont été - certes à des degrés divers, mais tout.e.s - éloigné.e.s de l'école depuis six mois, appliquer l'intégralité de programmes déjà dénoncés comme trop lourds avant la crise sanitaire et préparer les élèves du cycle

terminal à des épreuves de bac en cours d'année. Les aménagements de la réforme décidés fin juin ne font que renforcer le caractère local du diplôme en laissant toujours plus de souplesse aux établissements dans l'organisation des épreuves en cours d'année désormais dénommées "évaluations communes" (EC). Sur le calendrier, aucune mesure, même transitoire, n'a été prise pour desserrer l'étau autour des jeunes, pourtant présent.e.s, quand cela arrange le gouvernement, comme les grandes victimes du confinement : ils et elles n'ont qu'à s'adapter et faire avec les moyens du bord. Pas de cours depuis mars 2020, mais épreuves maintenues pour les élèves du niveau 1ère entre janvier et mars 2021. Il est possible de fédérer



parents, élèves et professeurs autour d'un mot d'ordre simple exigeant le report de toutes les épreuves d'examen en fin d'année à l'initiative du SNES-FSU, lequel peut rapidement rencontrer les fédérations de parents d'élèves, les organisations de jeunesse et les autres syndicats du second degré pour lancer une campagne commune rapidement (avec pétition, tribune dans la presse, affiche...) sur le mode d'un appel d'urgence : la priorité doit être donnée à la reconstruction du lien pédagogique et aux apprentissages !

La période que nous vivons a mis en lumière la crise profonde que traverse l'école. Le SNES-FSU portera des revendications immédiates d'amélioration des conditions de travail pour nos collègues, d'ordre sanitaire d'une part, en particulier pour les personnels fragiles et les autorisations d'absence, de métier d'autre part, pour obtenir un allègement des programmes et un cadrage de l'enseignement à distance type télétravail. Il faut faire de cette période de crise une occasion pour mettre au devant de la scène l'état de dégradation des conditions de travail et d'étude pour faire entendre nos besoins en postes, afin de diminuer les effectifs par classe et réduire notre temps et notre charge de travail. Il faut remettre sur le devant de la scène les revendications salariales sans contreparties, tout en contrant la prétendue « politique RH de proximité » qui est en fait une politique néomanagériale visant la mise en concurrence, l'individualisation, l'opacité et le soi-disant mérite.

Aussi, l'annonce récente d'un « Grenelle de l'enseignement » prêterait à sourire si elle n'était pas une insulte lancée à la face de nos professions. Les montants annoncés ne sauraient apporter une revalorisation digne de ce nom pour qui que soit, d'autant qu'ils impliquent des contreparties, et que ces dernières laissent présager un démantèlement complet des garanties statutaires qui nous protègent encore aujourd'hui. Une véritable revalorisation doit consister en une augmentation sensible du point d'indice pour tous les personnels de l'EN. Par ailleurs, l'idée selon laquelle y participerait un groupe parlementaire LREM est révélatrice de la récupération politique. Si le SNES-FSU y siège, il devra être capable de claquer la porte dès lors que les conditions d'un débat démocratique ne sont pas respectées.

Le SNES-FSU continue de revendiquer du collectif et de la transparence dans toutes les opérations de carrière, garantie de l'indépendance des agent-es publics-ques. Ces combats sont unifiants et mobilisateurs dans l'Education et au-delà, contre la vente à la découpe des Services publics par le gouvernement. C'est à la recherche d'alliances avec les fédérations de parents d'élèves, les organisations de jeunesse et les organisations syndicales que le SNES et la FSU travailleront, pour mener ces campagnes, dans la perspective de construire un mouvement de grève dans l'Education.